

Les subsides

Si les profits ne sont pas imposés, il faudra bien taxer quelque chose. Si nous décidions de taxer les coûts nets des entreprises, le gouvernement devrait trouver le moyen d'inciter les entreprises à supprimer tout le gaspillage et le superflu du système de production. J'invite la Chambre à mettre sur pied un groupe d'études pour examiner cette forme de fiscalité. Cela pourrait même engendrer une pénurie de main-d'œuvre, monsieur l'Orateur. Je pense qu'au bout de quatre ou cinq ans, une telle pénurie pourrait se produire si les coûts étaient imposés. Alors, gare à nos concurrents. Je ne veux pas que l'on confonde ce moyen avec la taxe sur la valeur ajoutée qui existe en Europe. Cette solution me paraît peu valable parce qu'elle entraîne l'imposition des coûts et des bénéfices. Il faut partir à neuf. Et cela nous procurerait un avantage sur tous les autres pays industrialisés du monde.

Nous pourrions alors entreprendre de réaliser ce qui nous tient à cœur, réduire les déficits des gouvernements et contrôler l'économie. Pourquoi les gestionnaires de l'État ne seraient-ils pas incités à réduire leurs coûts? Et ce faisant, nous développerions un sentiment de bien-être et pourrions atteindre des niveaux d'excellence qui nous assureraient encore une place prépondérante sur les marchés mondiaux.

En toute franchise, monsieur l'Orateur, je crois que la récession va se maintenir aussi longtemps que le régime fiscal actuel sera en vigueur. Si nous voulons que le gouvernement contrôle tous les moyens de production des biens et des services, adoptions simplement le budget du 12 novembre. Ce serait une victoire pour ceux qui ont travaillé toute leur vie à faire du Canada un État socialiste.

Je tiens cependant à avertir les Canadiens que les principes égalitaires ne correspondent pas à l'idéologie canadienne qui a attiré tellement de gens d'autres peuples dans notre pays jadis prospère. Il existe une façon de s'en sortir, monsieur l'Orateur. Nous pouvons tenir des débats, nous amuser à essayer de demander l'aide des petites entreprises et faire toutes sortes de choses; mais si nous voulons vraiment résoudre le problème des taux d'intérêt, nous devrions fournir des encouragements pour réduire la sortie de capitaux et nous devrions cesser d'imposer les bénéfices à une époque où nous avons besoin de capitaux illimités pour reprendre en main l'économie de notre pays. Nous pourrions ensuite faire remonter la valeur du dollar canadien. Si nous parvenions à réduire les coûts de production, nous pourrions avoir des débouchés partout dans le monde.

Voilà l'appel que je lance au NPD, au gouvernement et à tous mes collègues à l'occasion de ce débat sur la motion d'opposition, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!

M. John Evans (Ottawa-Centre): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de prendre la parole au sujet de la motion proposée par le Nouveau parti démocratique. Bien entendu, je ne peux pas être d'accord avec cette motion, parce que, selon moi, elle témoigne d'une certaine naïveté à propos du fonctionnement de l'économie, de la façon dont les forces en jeu dans notre société font que certaines choses se passent, que l'économie connaît une certaine croissance, que des emplois sont créés, que le niveau de vie augmente et que le Canada devient de plus en plus prospère. Cette naïveté empêche le Nouveau parti démocratique de comprendre les causes de l'inflation et ses effets dévastateurs sur l'investissement, qui, après tout, constitue la force motrice de la croissance économique et de la

création d'emplois. Il ne comprend pas les causes historiques des problèmes qui existent à l'heure actuelle et les solutions qui peuvent s'appliquer dans une économie mondiale.

Les propositions contenues dans la motion visent des problèmes très graves et de grande portée, monsieur l'Orateur. Presque tous les pays occidentaux industrialisés font face au problème des taux d'intérêt. Plus tôt pendant le débat, le ministre des Finances (M. MacEachen) a parlé de la situation en France. Le gouvernement français croyait avoir des idées novatrices sur la façon de s'isoler de l'économie mondiale, mais le franc français s'est fait malmener sur les marchés monétaires et, à cause de cela, les taux d'intérêt ont dû augmenter de plus de 2.5 p. 100 en peu de temps.

Nous faisons partie de l'économie mondiale, monsieur l'Orateur; le système économique est intégré à l'échelle mondiale. C'est un fait que nous devons accepter. A titre de nation commerçante, nous ne pouvons pas nous couper de cette économie mondiale. Le Canada est probablement le pays qui compte le plus sur le commerce étranger. Nous sommes de grands commerçants et notre pays est une grande nation commerçante. Nous savons que 30 p. 100 de notre produit national brut provient du commerce international, dont 25 p. 100 du commerce avec les États-Unis. Nous devrions sans nul doute envisager des façons de diversifier notre commerce. En 1976, le premier ministre (M. Trudeau) a formulé une proposition que les députés d'en face ont carrément critiquée et rejetée. Il s'agissait de la «troisième option». C'était une tentative en vue de nous libérer peu à peu d'une lourde dépendance à l'égard des États-Unis dans le domaine des échanges commerciaux et d'accroître nos relations commerciales avec l'Europe et les pays du Pacifique. En cherchant à améliorer notre position commerciale auprès des autres pays du monde, nous donnerions une grande chance à la Colombie-Britannique. On nous a dit que ce n'était pas possible et que nous tournions le dos à notre partenaire commercial traditionnel. A mon avis, nous avons manqué une occasion, mais cela peut n'être que partie remise. Nous pouvons diversifier nos échanges commerciaux, et c'est ce que nous devrions faire. Le ministre d'État chargé du commerce international (M. Lumley) voyage dans le monde entier en vue d'améliorer notre position commerciale auprès des autres pays afin de vendre plus de biens et services canadiens.

● (1550)

Nous devons examiner la question des taux d'intérêt, qui affaiblissent et bouleversent notre structure économique. Nous devons nous attaquer à toutes les causes des taux d'intérêt élevés. Nous ne pouvons pas chercher à résoudre nos problèmes économiques en examinant uniquement leurs symptômes; nous devons aller au fond du problème. Tous ceux qui savent un peu de quoi ils parlent ont abordé à maintes reprises cette question, tant à la Chambre qu'à l'extérieur. La cause fondamentale du problème, c'est l'inflation. Si nous ne réduisons pas le taux d'inflation, nous ne pourrions pas résoudre nos problèmes de chômage, de productivité et de croissance économique. L'inflation est à la source de tous ces problèmes. Elle limite les perspectives, de sorte que les Canadiens ne veulent plus investir à long terme et que les sociétés n'offrent plus d'hypothèques sur cinq ans. Cela s'est déjà produit. Tout ce qu'il faut faire, c'est ouvrir les yeux et analyser la situation—ce qui s'est passé